

François Bayrou
Allocution donnée à Évreux le 12 mars 2007

Mesdames et Messieurs, j'ai beaucoup de gratitude vis-à-vis de vous, par rapport à votre présence si nombreuse ce soir à Évreux, pour avoir pris sur votre temps, pour réfléchir au destin du pays que nous formons ensemble.

Je suis très sensible à votre présence en un moment si particulier de notre Histoire nationale et au moment où, en effet, la campagne électorale entame sa dernière ligne droite dans des conditions qui n'étaient absolument pas prévues par la plupart des observateurs : ceux qui prétendent qu'ils savent tout d'une élection à l'avance, une élection qui était attendue par les Français et vous le montrez par votre présence.

C'est à vous d'abord que je voulais dire merci d'être là.

Si vous me le permettez, je veux saluer ceux qui se sont exprimés avant moi, mais aussi vous présenter les parlementaires qui m'ont accompagné. Vous avez au premier rang Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes, à la gauche physique de Hervé Morin, Catherine Morin-Desailly, sénateur de Seine Maritime, mon ami Gérard Vignoble, député du nord et mon ami Jean-Jacques Jégou, sénateur du Val-de-Marne.

Je voulais adresser un salut particulier aux deux jeunes femmes qui font la traduction en langue des signes à destination des sourds et malentendants présents dans cette salle.

Ayant salué les parlementaires présents au premier rang, je veux dire un petit mot de Hervé Morin qui est un homme que j'aime beaucoup, sur lequel je compte beaucoup, qui a l'audace et le courage, la compétence et la volonté. C'est un parlementaire brillant, désintéressé, ce qui est assez rare en politique et, donc, pour toutes ces raisons-là, il a un grand avenir. Il est, aujourd'hui, député de l'Eure, mais regardez-le bien, demain, je suis sûr qu'il fera autre chose dans la République.

Je suis très heureux d'être à Évreux aujourd'hui, au lendemain du jour où le président de la République a annoncé qu'il ne se représentait pas. Je suis content du discours qu'il a tenu. Je le dis d'autant plus que, dans ma vie politique, j'ai souvent eu à entrer en débat et même en confrontation avec Jacques Chirac.

Je n'ai pas souvent eu, sur la politique intérieure, exactement les mêmes visions que les siennes et j'ai trouvé que le discours qui avait été le sien, hier soir, était un discours à la hauteur du geste d'un homme qui annonce qu'il ne se représentera pas et qui parle à son pays de ce qui lui paraît important.

J'ai salué ce discours. J'ai vu que, ici ou là, on me le reprochait, parce que je considère que nous ne sommes pas un pays de barbares et qu'il faut être capable, même quand on a des différences, de saluer les qualités de quelqu'un qui a dirigé la République pendant douze ans. Je trouve que cela méritait un coup de chapeau. Je suis, pour ma part, heureux de la manière dont il s'est exprimé. Cela n'enlève rien aux différences éventuelles d'appréciation, mais c'est quelque chose que j'ai apprécié.

Je pense qu'il y a, dans cette élection, et je trouve très juste que nous soyons à Évreux pour le dire, deux questions fondamentales et deux seules. La première c'est : qu'avons-nous fait de notre démocratie ? Qu'avons-nous fait de notre République ?

Comment se fait-il que, dans ce pays pendant lequel, si longtemps, les citoyens ont eu le sentiment que le pouvoir était indifférent à leur sort, j'allais dire indifférent à leur égard, qu'il y avait un gouffre entre le peuple et les "élites" - j'emploie ce terme entre guillemets, parce que ce que l'on appelle élite ne ressemble pas exactement à ce que je crois que l'élite devrait être - nous en soyons arrivés à cette détérioration, à cette corrosion du

sentiment démocratique en France ?

Qu'est-ce qui fait que, peu à peu, nous avons laissé s'étioler et s'abîmer ce qui devrait nous unir et ce que nous avons de plus précieux ? Ceci est la première question de cette élection.

Eh bien, je pense que, en effet, nous avons peu à peu abandonné les vertus qui font le lien républicain. Je suis heureux de le dire à Évreux, parce que je voulais le dire dans l'Eure et parce que l'Eure est la terre de Pierre Mendès France qui, à plus de cinquante ans de distance, demeure, pour beaucoup d'entre nous, une référence. Il a été député de votre département et c'était normal que ce soit devant vous que je vienne le dire.

Il me semble qu'il faut que, dans le moment démocratique que nous vivons, nous ayons des références. Pour ma part, j'en ai deux. Pierre Mendès France est l'une d'entre elles et Charles de Gaulle est la seconde.

Je trouve normal et légitime que, au moment de notre Histoire où nous sommes, nous ayons ces grandes figures devant nous, non pas pour nous comparer à elles, non pas pour nous mettre à leur hauteur, nous savons bien qu'il y a beaucoup de différences entre les hommes d'Histoire et les hommes du présent, mais parce que, quand on a de grandes références, on a une chance de faire de grandes choses.

Quand on cherche des petites références, il est assez rare que l'on puisse faire de grandes choses. Généralement, ce sont des ambitions médiocres que l'on a alors.

Qu'avaient-ils de commun ces deux hommes et qu'est-ce que j'aime dans Pierre Mendès France ? La première chose, c'est que ce n'était pas des hommes d'intérêts partisans. Ce n'étaient pas des hommes d'étiquette, c'était des hommes qui avaient à l'esprit l'intérêt du pays et chacun d'entre eux n'a pas hésité, pour l'idée qu'ils se faisaient de l'intérêt du pays, de traverser le désert, de se retrouver, quand il le fallait, seul contre tous, au nom de l'intérêt supérieur du pays, de renoncer à des carrières aussi longtemps qu'ils avaient le sentiment que l'intérêt supérieur du pays ne pourrait pas être servi de manière utile.

Les hommes, qui attachent plus d'importance à leurs valeurs et à leurs idées qu'à leur carrière, méritent qu'on leur tire un coup de chapeau et que l'on s'inspire de leur exemple.

Il y avait une deuxième chose que l'un et l'autre ont porté de la même manière. Je ne suis pas en train de vous dire qu'ils s'adoraient entre eux, ce n'est pas le cas. Ils avaient des visions différentes, mais ils ont porté de la même manière quelque chose qui est tout à fait essentiel pour nous aujourd'hui, qui est que l'intérêt supérieur de la France exige que l'on dépasse les frontières habituelles et que l'on soit capable de faire travailler ensemble des gens qui s'étaient opposés pendant longtemps, faire travailler ensemble et réunir des gens qui, pendant longtemps, avaient été plongés dans des affrontements.

Il y a un moment, si l'on veut reconstruire un pays, il est essentiel de tourner la page sur les affrontements et nécessaire de choisir d'agir ensemble pour redresser le pays qui a besoin de toutes ses forces, "la France de toutes nos forces" pour qu'on le reconstruise.

Ceci a été le choix de Charles de Gaulle ; cela a été le choix, à la Libération, quand il a fallu reconstruire le pays détruit physiquement et moralement et cela a été le choix en 1958, quand il a fallu reconstruire la République. Chaque fois, il a appelé les grandes forces du pays. Souvenons-nous qu'en 1945, il a même appelé le Parti communiste. Chaque fois, il a appelé les grandes forces du pays en leur disant : "Vous vous êtes beaucoup affrontés, vous vous êtes beaucoup confrontés, vous vous êtes beaucoup battus, le temps est venu de construire, parce que l'intérêt de notre pays exige que l'on fasse ce choix positif et constructif."

Ma conviction est que nous sommes aujourd'hui dans un temps où de la même manière il convient de laisser dans le passé les querelles qui nous ont tant affrontés et de choisir,

pour l'avenir, de réunir nos forces, parce que les plus jeunes et nos enfants, ont besoin que nous fassions cet acte de courage. Le moment est venu de construire et donc de se rassembler.

La confrontation de l'UMP et du Parti socialiste a été une confrontation stérile. Elle dure depuis vingt-cinq ans. Depuis vingt-cinq ans, ceux qui sont dans l'opposition flingue toute idée de ceux qui sont au pouvoir. Depuis 25 ans, à chaque élection, il y a une alternance, c'est-à-dire que l'on sort ceux qui sont en place pour les remplacer par ceux qui étaient là le coup d'avant et ceux qui arrivent n'ont pas de plus urgent besoin ou choix que de détruire ce qu'ont fait ceux qui les avaient précédés. Ce n'est pas comme cela, dans cette attitude d'affrontement perpétuel, que l'on peut construire du positif pour un pays.

Du positif pour un pays exige du long terme, de la persévérance. Ce n'est pas en quelques années que l'on peut changer les choses. Cela exige du consensus, un accord national sur l'essentiel et c'est cela que la situation de la France demande aujourd'hui. Nous le lui proposons et les Français vont le choisir.

De la même manière, vous le savez, Pierre Mendès-France avait proposé en 1954 ce qu'il avait appelé "des majorités d'idées". Il avait dit : "Il faut maintenant des majorités d'idées" parce qu'il savait qu'il y a des choix qui doivent être soutenus beaucoup plus largement que par les ententes politiques habituelles.

Or, nous avons une chance et Hervé Morin, avec la justesse de pensée qui est la sienne, l'a tout à fait senti. Pendant très longtemps, cela a été impossible, parce que, pendant très longtemps, on avait oublié l'effondrement de notre République et que les pouvoirs n'appartiennent pas aux appareils. Le pouvoir appartient au peuple.

Dans la Constitution, il est marqué, non pas que ce sont les partis qui sont souverains, mais le peuple, c'est-à-dire chacune et chacun d'entre nous qui, en dépit de tous les pronostics, en dépit de toutes les analyses, en dépit de tous les scénarios écrits à l'avance, ce peuple souverain qui a admirablement compris la démocratie - cela fait deux siècles qu'il vit avec elle - il en a l'habitude et même l'expertise. Ce peuple souverain sait que si l'on veut que soit reconnu son pouvoir souverain, il est nécessaire, à intervalles réguliers, qu'il crée une surprise pour que tous les experts se souviennent de qui est le véritable patron dans une démocratie comme la nôtre.

C'est cela que nos institutions avaient parfaitement compris lorsque, en 1962, le général de Gaulle a dit : « C'est vous qui choisirez le président de la République, vous les citoyens, vous le peuple des citoyens ». Ce choix a une très grande signification parce que imaginez que l'on en soit resté à la situation où nous étions il y a encore quelques années, j'allais dire quelques mois : on était entrés dans un calendrier tellement stupide - je l'avais appelé le calendrier dingo - tellement bizarroïde, que l'on avait organisé notre République de manière à ce que les élections législatives aient lieu avant l'élection présidentielle.

Si l'on avait laissé la situation en l'état, l'affaire était réglée. Avec le privilège des sortants, les sortants qui constamment se représentent, le système était verrouillé et on avait à tout jamais le pouvoir aux deux appareils que vous connaissez si bien, mais nous avons été un certain nombre à remettre le calendrier à l'endroit et à faire que l'élection présidentielle précède les élections législatives.

C'est cela qui va nous permettre de redessiner le paysage politique français, parce que, le 22 avril, vous allez décider d'un deuxième tour. Le 6 mai, le peuple français choisira le président de la République. Le 17 ou le 18 mai, ce président de la République choisira un gouvernement. Si je suis élu, ce gouvernement sera un gouvernement qui rassemblera des compétences venant des camps différents, s'entendant sur l'essentiel et décidées à reconstruire le pays dans une démarche de rassemblement.

Et alors, on dit : "Mais avec quelle majorité gouvernerez-vous la France ?" Je veux d'abord rappeler que cette question posée inlassablement à François Mitterrand lorsque, en 1981, on sentait bien - les sondages le montraient - qu'il allait être élu président de la République, on lui disait : "Monsieur Mitterrand - je ne prends pas toujours exemple sur lui, je fais une analyse ! Mais au moins il connaissait la politique assez bien et l'Histoire pas mal - vous allez être peut-être élu président de la République, mais il y a, à l'Assemblée Nationale, une majorité de droite comme l'on disait à l'époque. Comment ferez-vous pour gouverner ?

Il avait cette réponse admirable, il disait : "Faites aux Français le crédit de la cohérence". Si les Français choisissent d'écarter les deux appareils qui ont le monopole du pouvoir au moment de l'élection présidentielle, ce n'est pas pour leur rendre le pouvoir au moment des élections législatives cinq semaines après. Le peuple français est un peuple qui sait ce qu'il veut et, donc, le 10 juin, c'est le premier tour et le 17 juin, c'est le deuxième tour, les Français choisiront une majorité nouvelle.

Je veux que vous sachiez comment cette majorité, dans mon esprit, se présentera devant les Français. Naturellement, il y aura, dans toutes les circonscriptions, un candidat de cette grande famille politique du centre qui est en train de proposer à la France une voix politique nouvelle, mais je n'ai pas l'intention de verrouiller le pouvoir. Je n'ai pas critiqué l'Etat UMP et l'Etat PS pour remplacer l'Etat UMP et l'Etat PS par un Etat UDF ou d'une nouvelle étiquette quelle qu'elle soit. Je suis déterminé à faire que le pouvoir, en France, soit ouvert à ceux qui voudront le soutenir et, donc, je dis : « élu président de la République, je formerai un gouvernement qui sera un gouvernement pluraliste, ouvert sur les grandes sensibilités du pays avec des personnalités nouvelles, parce qu'il faut du renouvellement, diverses par leur expérience, ayant fait leurs preuves dans la vie, d'accord sur le plan de redressement que j'aurais proposé aux Français et ce gouvernement dira à toutes les femmes et tous les hommes politiques de France : "Si vous avez entendu le message que les Français viennent de vous envoyer, si vous souhaitez entrer dans ce rassemblement pour soutenir le redressement, vous y avez toute votre place." Ce n'est pas verrouillé, ce n'est pas fermé. Ce n'est pas un gouvernement de parti, c'est un gouvernement ouvert sur tous ceux qui, en France, voudront reconstruire le pays.

Je veux vous dire pourquoi je tiens tellement à ce rassemblement. Ce n'est pas uniquement parce que j'ai de bons sentiments. Il m'arrive d'avoir des bons sentiments, mais il m'arrive également, comme à chacun et même à chacune d'entre vous, d'avoir des sentiments un peu moins bons. C'est vrai que j'ai été un homme de combat politique. J'en ai assumé un certain nombre et même vous m'en avez reproché quelques-uns. Pour un certain nombre d'entre vous, vous trouviez que j'y allais un peu fort.

A la vérité, j'ai toujours pensé que je n'y allais pas un peu fort, j'ai toujours pensé que je n'y allais pas assez fort parce que, quand on connaît la réalité de la manière dont le pouvoir est organisé dans notre pays, la réalité d'un système dans lequel chaque fois qu'il y a une alternance il y a un nouveau clan qui s'installe et ce nouveau clan installe ses copains partout, sans considération des compétences, uniquement en considération de l'alignement, j'allais dire de l'aliénation que l'on consent pour être serviteur d'une étiquette d'un parti ou d'un homme. Quand on voit comme le Parlement est méprisé dans notre pays, et je dis cela sur la terre de Pierre Mendès France, comment le Parlement est traité dans notre pays, depuis des dizaines d'années... Songez que l'on a pu décider, dans notre pays, de la privatisation des autoroutes qui appartenaient aux Français, qui avaient été construites avec leurs impôts ou leurs péages, sans même que soient consultés ceux qui les représentaient à l'Assemblée Nationale et au Sénat, au mépris de toute la légalité, on l'a fait sans leur demander leur avis. Quand vous pensez que, pour la décision la plus lourde de conséquences que nous ayons eu à connaître dans notre histoire récente, c'est-

à-dire l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, décision historique, on pouvait être pour, on pouvait être contre, pour ma part, j'étais contre, mais je reconnaissais le poids des arguments de ceux qui étaient pour, quand vous pensez que, pour une décision comme celle-là, on a interdit au Parlement de dire son avis. On lui a dit : "Cela ne vous regarde pas."

Alors, qu'est-ce que c'est une République qui envoie des députés, femmes et hommes, à l'Assemblée Nationale, qui élit des sénateurs au Sénat, à qui l'on interdit de s'exprimer sur la décision la plus importante des premières années du siècle que nous allons vivre ? Ce n'est pas une démocratie. Pour moi, la République est une démocratie ou n'est pas. Nous allons reconstruire la République démocratique qui respecte ses institutions, c'est-à-dire qui respecte les citoyens. Quand on voit cette dégradation, alors, oui, en effet, on sait qu'il faut reconstruire.

J'étais en train d'illustrer, devant vous, cette certitude que, pour moi, il est nécessaire qu'il y ait du rassemblement pour que le redressement ait toute sa valeur. Vous comprenez bien que l'on va devoir corriger ou réécrire nos institutions sur un certain nombre de points, par exemple, pour que le gouvernement n'ait plus perpétuellement la tentation du passage en force par le 49.3 ou ce que l'on appelle, à l'Assemblée nationale et au Sénat, l'urgence, c'est-à-dire l'interdiction de faire des allers-retours entre les deux assemblées pour améliorer un texte ou réfléchir ensemble.

Je veux parler d'Internet, cela intéressera un certain nombre d'entre vous qui s'intéressent à Internet. Je crois qu'Internet est une révolution. C'est très important pour l'avenir. Beaucoup de choses qui sont en train de changer dans cette élection, ont commencé à changer sur Internet.

Lorsqu'on avait le sentiment d'un verrouillage de la campagne électorale, c'est sur Internet que cette campagne s'est déverrouillée. Il y a eu comme un mouvement de résistance des citoyens pour que se fassent entendre des voix et des convictions qui n'étaient pas entendues jusque-là. Mais Internet, c'est un changement de monde, c'est une révolution pas seulement démocratique, culturelle et naturellement il y a un certain nombre de grandes questions qui se posent sur Internet, par exemple, comment règle-t-on la question des droits des auteurs dès l'instant que l'on peut copier immédiatement un film ou une chanson et, à la limite, une seule copie répandue sur l'univers fait qu'il n'y a plus aucune possibilité pour un auteur ou un éditeur de rembourser son investissement ?

C'est une question qui est parmi les plus compliquées techniquement, culturellement et moralement que je connaisse, parce que vous voyez bien que, si vous voulez reconnaître le droit des auteurs, empêcher le piratage, il faut réfléchir à la manière dont vous réglez, pour ne pas dire dont vous surveillez les échanges sur Internet et nous sommes un grand nombre à ne pas avoir envie qu'il y ait une police de plus qui s'introduise dans ce système. C'est un des sujets les plus difficiles pour experts les plus élaborés.

Sur un tel texte qui aurait mérité deux allers-retours ou quatre allers-retours entre l'Assemblée Nationale et le Sénat, pour que chacun puisse réfléchir et que l'on améliore les dispositions, on a fait avorter le débat et décrété l'urgence. Résultat : on a un texte dont tout le monde sait qu'il ne conviendra pas à l'avenir, qu'il ne règle rien et qu'il faudra le reprendre. On a voulu couper court au débat et on n'a pas gagné du temps, on en a perdu. On a cru que c'était une commodité, c'était en réalité un handicap.

Il faut avoir l'humilité de reconnaître que, lorsque des problèmes sont importants, il est capital qu'ils prennent le temps nécessaire pour mûrir, pour grandir, pour que chacun les fasse évoluer. Tous les agriculteurs qui sont là le savent, il y a des moments où il faut prendre du temps. En démocratie, c'est pareil, la plupart des problèmes que nous avons à régler pour l'avenir de la République, sont difficiles, compliqués et lourds. Je propose que

l'on arrête de se précipiter et que l'on prenne le temps nécessaire pour régler les problèmes. Il y a un très grand homme politique, plus que cela, très grand homme d'Etat, très grand homme d'Histoire, très grand dramaturge, très grand écrivain et philosophe dont vous connaissez le nom, c'est l'ancien président de la République tchèque. Il s'appelle Vaclav Havel. Il a des formules formidables et il en a une qui m'est revenue en mémoire quand les journalistes m'interrogeaient sur ce point. Ils voulaient absolument que je leur donne le nom de mon futur Premier ministre. Il se trouve que j'ai l'intention d'être élu avant de nommer un Premier ministre ! En tout cas, de permettre aux Français de m'élire avant de nommer un Premier Ministre ! Il se trouve que je viens d'un pays où l'on a ce dicton que vous avez aussi : « il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs ». Nous considérons qu'il est nécessaire d'avoir, d'abord, une élection et, après, de réfléchir à la manière dont les conséquences seront tirées de cette élection.

Donc, je leur opposais un sourire aux questions réitérées qui étaient les leurs et, tout d'un coup, m'est revenu en mémoire cette phrase de Vaclav Havel que j'aime beaucoup. Commentant ou en tout cas réfléchissant ou souriant à propos de ces commentateurs qui voudraient toujours que l'on soit demain ou après-demain, avant de vivre ce que l'on a à vivre aujourd'hui, il disait une très jolie phrase que je vous conseille de méditer : « Ils sont comme ces enfants qui, pour faire pousser des arbres plus vite, leur tirent sur les feuilles ! »

Eh bien, c'est une très jolie et très admirable phrase. On a besoin de retrouver la respiration d'une démocratie où l'on consacre aux problèmes compliqués, le temps nécessaire pour y réfléchir tous ensemble. C'est d'ailleurs ce que je ferai sur des sujets aussi importants - je les évoquerai dans un instant - que la question des retraites. Je n'ai pas l'intention qu'une fois de plus on fasse, sur les retraites, une réforme avortée, une réforme bâclée et surtout une réforme où les citoyens se sentent trompés. J'ai l'intention que - je l'ai dit ce matin à M. Chérèque, de la CFDT, comme je le dirai à tous les leaders syndicaux que je rencontrerai - sur des sujets comme cela, nous conduisions une réflexion de citoyens.

Voyez-vous, la question des retraites est une question pour chacun d'entre nous. Ce n'est pas une question seulement pour eux, les jeunes ; c'est une grande question pour eux, mais pas seulement. Contrairement à ce que l'on croit généralement, c'est une question pour tout le monde et d'abord pour les retraités, car si nous n'équilibrons pas nos régimes de retraite, je vais vous dire ce qui va se passer : un effondrement du pouvoir d'achat des retraités. On leur coupera leurs capacités et vous aurez des retraites dont le pouvoir d'achat réel sera de 20, 30, 40 % de moins de ce qu'elles sont aujourd'hui.

La situation d'un certain nombre de petites retraites ou du minimum vieillesse en France ou des retraites de reversions des veuves, est scandaleuse. Je ne veux pas trahir de secrets, dire des choses trop intimes, mais ma mère est devenue veuve très tôt, mon père était agriculteur. Elle a 641 euros de retraite par mois et, donc, quand certains de mes concurrents disent : "On va augmenter les retraites de 5 %". Je salue l'effort, mais 5% de 641 euros, cela fait 1 euro par jour et je ne crois pas que la situation de ce type de retraité -ce n'est pas de ma mère dont je parle évidemment- s'améliore beaucoup avec 1 euro de plus par jour.

Comme vous le savez, nous avons décidé de ne pas faire de promesses abusives. Nous avons décidé de ne pas multiplier les engagements, mais il y a une décision que nous avons prise, c'est d'augmenter le minimum vieillesse en France et de le porter à 630 euros, soit à 90 % du SMIC pour que la vieillesse et les retraites et les pensions permettent une vie digne dans notre pays. Et, cela, nous le ferons en cinq ans, et c'est entièrement financé, comme une grande organisation a eu l'occasion de le confirmer en lisant le programme qui était le nôtre et dont Charles-Amédée de Courson qui est le plus

grand budgétaire français a assumé la coordination... Nous nous sommes faits, en effet, une fierté de ne présenter que des mesures équilibrées par des économies et, donc, de présenter devant les Français un projet où tous les engagements, en petit nombre, n'aggraveront pas le déficit et la dette du pays que nous avons, par ailleurs, l'intention de corriger.

Donc, il faut prendre le temps, il faut rétablir nos institutions, mais je veux insister auprès de vous sur cette idée. Quand on veut rétablir des institutions, il faut que chacun, en France, ait la certitude que ce sera fait de manière juste. Il ne faut pas qu'on ait le soupçon que c'est ceux qui sont au pouvoir qui font des textes qui les arrangent et que ceux qui ne sont pas au pouvoir sont écartés de la réflexion.

Quand on corrige ou que l'on écrit, comme il faut les écrire, les institutions qui seront les nôtres, alors, il faut que tout le monde ait la certitude qu'il va être pris en compte. C'est la raison pour laquelle, m'adressant à toutes les sensibilités du peuple français, de la droite à la gauche et même de l'extrême droite à l'extrême gauche que je n'aime pas et que j'ai combattues toute ma vie, je dis : dans les nouvelles institutions que nous adopterons, tout le monde sera représenté au Parlement de la République, tout le monde aura des députés, tout le monde pourra se faire entendre, même ceux qui ne pensent pas comme la majorité, parce que, pour moi, la démocratie, cela ne devrait pas être la représentation seulement des majorités, cela devrait être la représentation de tout le monde.

Nous sommes tous citoyens, même ceux qui ne pensent pas comme les autres. J'ai été suffisamment longtemps un citoyen minoritaire pour vouloir assumer la défense des minorités et, même quand je serai majoritaire, je continuerai à assumer la défense des minorités. Tous les citoyens français ont droit à la parole. Ils ont tous droit d'être représentés, ils ont tous le droit de participer au débat parce que, la France, cela se fait avec tout le monde et pas seulement avec des majorités et, donc, il faut que tout le monde, avec ses valeurs, avec son idéal, avec son histoire, avec sa tradition, participe à la réflexion sur la manière dont nous pouvons et devons avoir des institutions justes.

Voilà pourquoi, sur la première question qui se pose à nous, qu'avons-nous fait de notre démocratie et qu'allons-nous en faire ? Sur la terre de Pierre Mendès France, grand défenseur de la démocratie, grand homme de respect du peuple, des engagements pris avec le peuple, du respect des promesses et des calendriers qu'il avait assumés devant les Français, sur la terre de Pierre Mendès France, je dis : pour reconstruire des institutions et une République démocratique, on a besoin de tout le monde et il faut le rassemblement qui, il y a cinquante ans, ce grand Homme de notre Histoire avait proposé.

La deuxième question devant nous qui, elle aussi, exige le rassemblement, est : qu'avons-nous fait de notre projet républicain, de notre projet de société, nous, le peuple français ? Nous sommes le seul peuple à avoir eu cette audace incroyable de choisir comme devise nationale : « liberté, égalité, fraternité », c'est-à-dire l'énoncé de trois vertus morales. Tous les autres peuples, dans leur devise nationale, parlent de leur pays, de son histoire, de sa nation ou du bon Dieu et ils relient généralement l'un à l'autre. Vous connaissez les devises des grands pays qui nous entourent ; tous disent, pour les uns, « l'unité à partir de la diversité » ou bien « On a confiance en Dieu » ; tout cela, ce sont des grandes devises nationales qui parlent du pays ou du rapport à Dieu.

Nous, les Français, on n'a pas parlé de la France dans notre devise nationale. On a dit : liberté, égalité, fraternité, c'est-à-dire que l'on a parlé de trois vertus qui décrivent un projet de société. Si l'on veut bien y réfléchir... Je vous demande pardon, ce n'est pas le thème habituel de discours de meeting, mais c'est plus important que des thèmes habituels de meeting. Je ne suis pas là pour vous faire siffler le candidat de l'UMP, la candidate du PS, comme l'on fait habituellement dans les autres meetings. Je ne suis pas là pour vous expliquer qu'ils ont tort sur tout et que j'ai raison sur tout, que l'essentiel est de les battre.

Je ne le crois pas, je crois que l'essentiel est de reconstruire la France et nous ne reconstruirons la France que si nous partons des fondations avec une idée nette de ce qui a fait notre maison commune et de ce que nous voulons qu'elle devienne pour l'avenir.

C'est cela la différence que je fais entre projet et programme politique, programme électoral habituel. Le projet, c'est pour dire comment est notre bateau et où l'on va dans la traversée, quel cap on se fixe, quel avenir on veut rejoindre, ce que l'on veut faire de notre pays pour nos enfants, ce que l'on veut que notre pays soit dans vingt, trente, cinquante ans, parce que, croyez-le, cela se décide aujourd'hui et je trouve que ce sujet est plus important qu'aucun des autres sujets de promesses électorales coûteuses que l'on peut faire pour essayer de faire basculer une catégorie des Français.

Partant des fondations et réfléchissant à cette idée « liberté, égalité, fraternité », je pense que l'on peut dire ceci : ces trois vertus qui font la République, ont quelque chose en commun. Elles sont toutes les trois des vertus de résistance, parce que la liberté, cela ne va pas de soi ; ce qui est naturel, c'est la servitude, c'est la domination du fort sur le faible. L'égalité, cela ne va pas de soi ; ce qui est naturel, c'est l'inégalité. La fraternité, cela ne va pas de soi ; ce qui est naturel, c'est le chacun pour soi, chacun, enfermé dans son égoïsme et considérant que, après tout, qu'importe ce qui arrive aux autres pourvu que, pour nous, ce soit bon.

Eh bien, dire « liberté, égalité, fraternité », c'est dire un projet de société. Il y a une grande question à laquelle nous devons répondre : est-ce que ce projet de société est valable pour le XXI^e siècle ? Est-ce qu'il est valable devant la mondialisation ou est-ce que nous devons, comme certains ont souvent dit, considérer qu'il est dépassé, considérer qu'il appartient à un autre temps et qu'il faut maintenant que, dans la modernisation nécessaire du pays, on oublie les raisons que nous avons de vivre ensemble.

Moi, je considère que le projet de société de « liberté, égalité, fraternité » est un projet, non pas pour le passé, mais pour l'avenir. C'est un projet pour le XXI^e siècle. C'est un projet pour tous ceux en France qui ont besoin de justice et de solidarité et je considère que, dans notre pays, nous avons la chance de pouvoir, non seulement le défendre, mais aussi le sauver, et je n'ignore rien de la mondialisation et de ses pressions. Je sais exactement la dureté de la compétition que nous allons devoir vivre. Je connais ses contraintes.

Nous étions tout à l'heure dans un laboratoire d'une très grande entreprise qui fait de la chimie de pointe dans le monde à partir de matières premières d'origine végétale. Cette très grande entreprise de l'Eure est naturellement confrontée à tous les autres centres de recherche de la planète et à toutes les autres entreprises de la planète, mais c'est une entreprise qui relève les défis et qui est capable d'avancer.

Je sais que la France peut relever ces défis. Je connais les contraintes, mais je vous dis : dans ce monde de contraintes que représente la mondialisation, être soudé dans notre pays, être solidaire dans notre pays, vouloir l'égalité des chances dans notre pays, c'est un atout et ce n'est pas un handicap, exactement comme dans une équipe sportive. Tout le monde sait que, dans une équipe sportive, ce n'est pas les individualités qui compte, sans cela le Paris Saint-Germain serait champion de France ! Ce qui compte, c'est l'esprit d'équipe... L'esprit d'équipe : on est soudé ensemble ; l'esprit de l'équipe : on s'est fixé un idéal commun. Avec l'esprit d'équipe, on fait même gagner des individualités qui sont moins fortes que les autres et nous, en France, nous avons les meilleures individualités.

Il faut que nous retrouvions le projet qui nous soude. Il faut que nous sachions comment nous allons relever les défis de la mondialisation et je veux vous dire ceci : pour réaliser l'égalité des chances et la solidarité et pour relever les défis de la mondialisation, il y a une chose à faire, une chose principale, prioritaire, c'est considérer que l'éducation est la clef

de tout, que nous avons besoin de bâtir une France dans laquelle les jeunes qui m'entourent, soient les mieux formés de la planète.

C'est cela le défi que nous devons nous fixer, c'est cela le défi qu'il faut relever. C'est cela la loi, l'article premier que nous devons souligner ou écrire en lettres d'or pour que l'on n'y manque pas et, si vous y réfléchissez, l'éducation, c'est à la fois un formidable atout dans la mondialisation et une immense chance, parce que c'est l'égalité, la justice, l'égalité entre ceux qui sont plus favorisés par la naissance et ceux qui le sont moins. Voilà pourquoi l'éducation est la clef de tout.

Je veux vous dire, en quelques mots, ce que j'ai l'intention de faire pour l'éducation.

Premièrement - même si je ne suis pas et je ne veux pas être à la mode et je n'ai pas l'intention de choisir comme critère pour mon élection d'être à la mode, cela fait longtemps que j'ai choisi, au contraire, d'assumer de ne pas être à la mode, cela permet souvent de se faire entendre des Français quand ceux qui sont à la mode n'y réussissent plus - pour aider, soutenir, promouvoir, le meilleur système éducatif de la planète, celui que nous méritons, la première chose que je ferai, c'est de ne pas laisser critiquer jour après jour l'Éducation nationale.

Applaudissements...

Cela, ce sont les enseignants qui applaudissent ! Mais les autres devraient applaudir aussi s'ils y réfléchissent !

Je ne vous dis pas cela par hasard. Comme vous savez, j'ai été ministre de l'Éducation nationale et, un jour, il y avait un problème qui me tarabustait depuis longtemps, alors que tout le monde disait que c'était dans la famille que se jouait toute l'éducation, que quand on était favorisé, on réussissait et défavorisé on échouait, culturellement ce qui est assez vrai entre nous et qui est un signe de nos difficultés. Lorsqu'on disait cela, j'avais à l'esprit un certain nombre d'exemples.

J'étais tarabusté par cette question qui était : comment se fait-il que des enfants intelligents, issus de milieux favorisés, cependant, échouaient ? Comment ce fait-il que des enfants issus de milieux défavorisés cependant réussissaient très bien ?

C'était pour moi une question. J'ai demandé à des sociologues intelligents, ce qui est un pléonasme !...

Rires...

...Ou en tout cas devraient l'être, je vous prie d'avoir autre chose que ce rire peu charitable que vous venez d'avoir à l'instant ! La sociologie française mérite une défense.

Plaider pour la sociologie française sous la halle d'Évreux, cela ne s'était pas fait depuis longtemps !

Donc j'ai demandé à des sociologues intelligents, car il en existe, de bien vouloir me dire quels étaient leurs avis sur ce sujet.

Ils ont mené des enquêtes et ils ont trouvé un résultat que je considère encore aujourd'hui comme une des choses les plus éclairantes que j'ai apprises, au fond que je soupçonnais et, vous allez le voir, que vous soupçonnez tous, mais qui est tout à fait profonde et tout à fait éclairante. Ils m'ont dit : réussissent les enfants dans les familles desquelles l'école est soutenue, estimée et où l'on en dit du bien et échouent les enfants dans les familles desquelles l'école est critiquée, méprisée et où l'on en dit du mal.

Je trouve qu'il y a là quelque chose de formidable, non pas seulement pour les familles, mais pour le pays parce que je crois que cela est vrai pour les familles, mais c'est encore plus vrai pour les nations.

la France a été un grand pays d'éducation au moment où dans toutes les familles d'ouvriers, dans toutes les familles de paysans, dans toutes les familles d'artisans, on considérait que l'instituteur ou l'institutrice était un bienfaiteur pour la famille et la commune, on le soutenait et on disait : "Si tu n'es pas sage, Monsieur ou Madame te donnera une punition, - on disait même quelquefois une taloche - et il aura bien raison de le faire."

Eh bien, c'est la même chose pour les nations. A l'heure actuelle, les nations en tête dans le classement international, nations scandinaves ou du sud-est asiatique, sont des nations dans lesquelles tout le monde s'unit pour soutenir l'école.

Moi, je veux que l'on s'unisse en France pour soutenir l'école en étant exigeant, mais en étant fort dans le soutien qu'on lui apporte, on en a besoin pour notre nation.

Alors je dis que, malgré les contraintes budgétaires qui seront les nôtres, au lieu de perpétuellement chasser les moyens de l'école, je garantirai les moyens de l'école et de la recherche. Je ferai en sorte que nous ayons, de la part de ce grand système éducatif, la certitude qu'il ne va pas être perpétuellement être pris pour cible. Et, en échange, je passerai un contrat avec l'éducation : je demanderai que l'on s'accorde sur l'amélioration mesurable des résultats de notre école notamment à l'endroit des enfants les plus défavorisés.

Je demanderai en particulier qu'il n'y ait plus d'enfants qui entrent en 6e sans savoir lire ni écrire et que nous fassions de cet engagement une règle d'or du contrat républicain. Je ferai en sorte que nous considérions tous ensemble qu'il faut que le calme qui fait les bons établissements et l'excellence qui fait les établissements de prestige, soient présents désormais dans tous les établissements de tous les cantons, de tous les quartiers, y compris des banlieues qui sont aujourd'hui mal réputées du territoire national.

Je ne veux pas d'établissement ghetto, je veux que tous les établissements offrent la même chance à tous les enfants de France et ceci sera le critère de la réussite et du contrat républicain que nous pourrons lier ensemble.

De la même manière, je sais qu'il faut que nous pensions à notre université. Il faut que, ensemble, nous réfléchissions à ce qu'elle est parce que, je suis sûr que parmi vous très nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, se font du souci pour leurs enfants diplômés. Je ne parle même pas des étudiants qui ne sont pas diplômés, et qui devraient faire encore plus notre souci. Le nombre de jeunes qui font aujourd'hui souci à leur famille parce que simplement on n'a pas clarifié ce que l'université française devrait faire, est très grand.

Vous savez bien ce qu'a été la République dans notre pays, ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la République, c'était ceci - je vais traduire en français de base, en français des Pyrénées : si les enfants travaillent bien à l'école, ils auront une situation meilleure que celle de leurs parents.

Tout le monde vivait avec cette idée. Puis les enfants ont bien travaillé à l'école, sont arrivés à bac+4, bac+5, bac+6 et ils sont au chômage et cela a sapé le moral des familles. Cela a sapé le moral des parents spécialement de ceux qui n'ont pas de relations, de ceux qui ne savent pas comment donner un coup de pouce à leurs enfants.

Cette question lancinante pour beaucoup de familles est un devoir pour nous. Cela veut dire que l'on va avoir au moins trois choses à faire :

L'une n'est pas universitaire, mais c'est trouver un moyen pour que des jeunes, diplômés ou pas, qui ne réussissent pas à avoir leur première expérience professionnelle, puissent l'avoir dans une entreprise.

Il faut discuter de cela avec la représentation des entreprises, avec les syndicats : comment faire pour que, dans un pays comme le nôtre, on donne la chance à tous les

jeunes d'avoir une première expérience ?

Je vous dis ce que font les autres. J'ai défendu cette idée à la tribune de l'Assemblée Nationale au moment du conflit du CPE en proposant un contrat emploi formation : si un élève est au lycée, il coûte à la société environ 10 000 € par an, mais ne pourrait-on pas proposer, mettons la moitié de cette somme, pour qu'une entreprise accepte de lui offrir sa première insertion professionnelle pendant trois, quatre, six mois, un an, si elle le souhaite, de manière qu'il ait au moins la première ligne à écrire sur son CV ?

C'est ce que j'appelle le contrat emploi formation. Il faut en discuter avec les partenaires sociaux.

Cela, c'est pour ceux qui, pour l'instant, sont sortis du système sans trouver de solution.

J'aurais tout à l'heure une autre solution à défendre pour eux, mais nous avons à bâtir une nouvelle définition de l'université et cette définition est celle-ci : il est vrai que l'université donne des diplômes, mais il faut maintenant aussi qu'elle s'occupe d'offrir à ceux qui ont des diplômes, une formation professionnelle pour leur permettre de trouver un métier et un emploi.

Et cela ne peut se faire que si on le fait avec des entreprises, autrement dit, à tous les niveaux de sortie de l'université, il faut que les jeunes aient la chance de trouver un chemin vers un métier, un diplôme et un métier, ce n'est pas la même chose.

On avait oublié de le dire aux Français, il faut maintenant que l'on revienne à cette vérité fondamentale-là, je veux bâtir un système d'insertion et de formation professionnelle comme mission nouvelle pour l'université française.

Naturellement, il faudra que l'université ait les moyens nécessaires et, en France, elle ne les a pas. Vous voyez que, dans ce secteur de l'éducation et de la recherche, car l'université c'est la recherche aussi, nous allons devoir y concentrer les efforts de la nation, en tout cas si les Français me suivent, sur le projet que je leur propose.

Cela, c'est la première chose à faire, c'est la clef de l'avenir. Il faut ensuite que l'on s'occupe de la question de l'emploi.

Je considère qu'il n'y a pas de politique sociale si nous ne réussissons pas à créer des emplois. Tout le reste est allocation ou assistance, solidarité nécessaire, et est, au fond, un peu vaine.

Nous avons besoin de créer des emplois. Selon moi, il y a des centaines de milliers d'emplois qui ne demandent qu'à être créés. Simplement, ils ne peuvent pas l'être parce que les entreprises ont peur de la charge que cet emploi représentera pour elles.

C'est la raison pour laquelle, si je suis élu président de la République, je demanderai au Parlement de voter une disposition qui autorisera toutes les entreprises de France sans exception à créer deux emplois nouveaux sans avoir à payer de charges pendant cinq ans sauf, parce que j'ai le souci des retraites, 10 % pour les retraites.

Cela s'adresse spécialement à deux catégories de la population :

La première, c'est eux, les jeunes, notamment les jeunes diplômés ou les jeunes sans formation qui n'arrivent pas à mettre le pied à l'étrier et évidemment si l'emploi coûte à peu près moitié moins cher qu'aujourd'hui tout en rapportant la même chose au jeune qui sera salarié, alors beaucoup de chances vont s'ouvrir devant eux.

La deuxième catégorie de la population dont je considère qu'ils sont un reproche vivant pour nous, ce sont les plus de 50 ans qui sont scandaleusement éliminés des entreprises, simplement parce que leur salaire coûte plus cher que celui d'un jeune salarié.

Il y a là un scandale. D'abord c'est un scandale de vie. Vous savez bien ce qu'est la vie :

très souvent, à 50 ans, il arrive que l'on ait charge de famille, on est en pleine forme, tout de même, on ne peut pas considérer que, après 50 ans, on ne puisse pas apparaître comme jeune, en pleine forme !

Rires...

Je trouve que c'est scandaleux qu'à 50 ans on se trouve exclu et c'est scandaleux, non seulement pour leur vie, leur famille, eux-mêmes, mais songez que le jour où ils partent à la retraite, sur la totalité des salariés français qui prennent leur retraite tous les ans à l'heure actuelle, la majorité d'entre eux n'a plus d'emploi ou a été exclu de leur entreprise.

Ceci est un scandale absolu. Vous voyez à quel point beaucoup de discussions que nous avons, beaucoup de grands débats qui sont les nôtres, par exemple sur les retraites, sont complètement vains et totalement éloignés des réalités, car tout le monde a en tête l'idée que, sur les retraites, étant donné l'allongement de la durée de la vie, il faut imaginer un allongement selon moi librement consenti de la durée ou des années que l'on consacre au travail, mais encore faut-il qu'il y ait du travail parce que cela ne sert à rien de dire : "Vous allez avoir la liberté de prolonger votre contrat de travail et votre engagement au travail" s'il n'y a plus de travail.

Cette idée qui consiste à dire : "Vous allez pouvoir créer des emplois sans avoir à assumer le coût très lourd des charges sociales notamment pour ce que coûte un salaire de plus de 50 ans", c'est une manière aussi de remonter le taux de travail dans la société française.

Ne me croyez pas sur parole, il ne faut jamais croire personne sur parole, j'allais dire surtout pas moi, mais là cela aurait été excessif ! Franchement cela aurait été de la contre-propagande et je ne vous aurais pas réunis si nombreux à Évreux pour faire de la contre-propagande ! je vous demande de vérifier ce que je vous dis auprès des entreprises que vous connaissez autour de vous.

Savez-vous qu'il y a en France 1,5 million d'entreprises qui ont 0 salarié et 1 million d'entreprises de plus qui ont moins de 10 salariés, cela veut dire qu'au-dessous de 10 salariés, il y a 2,5 millions d'entreprises, c'est 95 % des entreprises françaises. Songez à ce que peut être, comme libération, pour un certain nombre de ces entreprises, la possibilité de créer un vrai emploi sans avoir cette charge exorbitante, notamment auprès des petites entreprises, auprès des entreprises débutantes, qui paralysent si longtemps la volonté de créer des emplois dont on aurait besoin.

Pour moi, tout cela est une mesure sociale. Ce n'est pas une mesure économique seulement. Vous savez que j'ai décidé désormais que, dans le projet qui serait le mien, je prononcerai social-économie en un seul mot parce qu'on a trop longtemps opposé le social et l'économie.

À la vérité, si l'on veut une économie performante, il faut que le lien social soit vivant dans le pays et, si l'on veut un lien social fort et une politique sociale généreuse, il faut que l'économie soit en forme.

Eh bien nous, nous défendrons en même temps le social et l'économie.

Ceci est une politique sociale et c'est le premier acte d'une politique contre l'exclusion. Il y a combien de personnes dans l'exclusion en France ? 1,3 million de RMIstes, peut-être 2 millions de personnes qui sont sur le bord de la route sans être comptabilisées dans les statistiques du chômage.

Vous avez suivi cette polémique, cette année, on ne sait pas pourquoi, l'INSEE a décidé qu'elle ne publierait pas les chiffres du chômage avant les élections présidentielles, comme elle y est engagée tous les ans.

Cette année, on ne sait pas pourquoi, les chiffres du chômage seront publiés après les élections présidentielles, mais la vérité est que tout le monde sait qu'il n'y a pas seulement 2 millions de chômeurs dans notre pays, tous, même les défenseurs de tous les gouvernements successifs qui ont prétendu défendre ce chiffre. La vérité est qu'il y a plus de 4 millions de personnes au chômage dans notre pays.

Savez-vous que les deux tiers des RMIstes ne sont pas comptabilisés dans les statistiques du chômage ? Alors si les RMIstes ne sont pas des chômeurs ? Que sont-ils ? Si ce n'est pas le chômage qui est la première marche de l'exclusion et vous savez comment cela se passe ? Vous perdez votre emploi, quelquefois votre famille éclate et souvent votre famille éclate, vous vous retrouvez tout seul, vous avez des problèmes de surendettement, vous n'osez plus guère sortir de chez vous, bref le piège de l'exclusion s'est refermé sur vous.

J'attends des nouveaux emplois qu'ils puissent offrir une solution à un certain nombre d'entre eux, mais pour les autres, je ne les abandonnerai pas et je demanderai que l'on ne se sente pas quitte avec eux parce qu'on leur aura fait un chèque d'environ 400 € à la fin du mois, je demanderai que toute personne qui est aux minima sociaux se voit proposé non seulement le virement ou le chèque de la fin du mois, mais aussi une activité qui lui permettra d'être au service de la société, des associations ou des collectivités locales pour arrondir ses fins de mois et se retrouver utile pour son pays.

Vous voyez le projet que je montre pour la France, vous voyez comment on réconcilie la France avec son grand projet républicain, vous voyez comment, tout d'un coup, on fait de la solidarité non plus une charge, mais un atout pour l'avenir, on fait de l'éducation non plus une dépense, mais un investissement pour l'avenir, on décide de relever les défis de la mondialisation et de le faire les yeux ouverts en décidant de se doter des armes nécessaires non pas pour que la France subisse, mais pour qu'elle gagne, pour quelle recherche, dans la mondialisation, l'amélioration de la situation de tous les Français.

Ceci est le message de notre projet républicain.

Je finirai en disant : notre projet républicain ne s'adresse pas seulement à nous, il s'adresse au monde.

Nous avons, nous, France, un devoir, car il y a des choses que, si nous ne les disons pas, personne ne les dira au monde. Une des raisons pour lesquelles j'ai salué Jacques Chirac c'est parce que, au moment de l'Irak, il a dit au monde des choses que personne n'aurait dites si la France n'avait pas été là et si son président de la République n'avait pas décidé de les dire.

Il y a des choses que seule la France peut dire au monde et, aujourd'hui, il y a une chose nouvelle que seule la France peut dire au monde, c'est que, devant le drame ou la crise du réchauffement de la planète que nous sommes en train de vivre, le drame ou la crise du climat qui menace la biodiversité, la multiplicité des espèces et peut-être aussi l'espèce humaine, nous avons le devoir de bâtir une politique internationale de lutte contre le réchauffement du climat.

C'est la France qui doit être à la tête de cette politique internationale.

C'est à la France de dire que, puisque ce sont les activités humaines qui sont responsables, il est nécessaire que les hommes sur la planète s'organisent pour y répondre. Cela veut dire aussi qu'il va falloir que nous soyons exemplaires à l'intérieur, en économie d'énergie. Cela ne coûte pas cher les économies, c'est le gisement le plus formidable que l'on puisse trouver d'énergie pas chère.

Tout le monde estime qu'il suffit d'un certain nombre de gestes simples pour que nous réussissions à économiser dans notre vie quotidienne 15 % peut-être de l'énergie que

nous gaspillons.

Je vous propose un test si vous voulez le vérifier et vous allez voir que c'est très simple.

Si vous avez, dans votre voiture, un indicateur de consommation instantanée faites ce que je conseille à tout le monde de faire, faites 1000 kilomètres avec l'indicateur de consommation instantanée devant les yeux et 1000 kilomètres sans l'indicateur de consommation instantanée devant les yeux. Vous allez découvrir que, rien qu'en ayant sous les yeux la manifestation de votre consommation, c'est-à-dire en allant au même endroit, à la même vitesse, en conduisant pareil sauf en levant un peu le pied quand l'aiguille monte un peu trop, vous économisez, sans rien faire d'autre, 15 % de votre consommation d'essence ou de gasoil.

Rien qu'avec cela, 15 % de votre consommation épargnée ! Vous vous rendez compte en isolant les maisons ? Vous vous rendez compte en faisant en sorte qu'une partie du transport qui est sur les camions, sur les routes, passe sur le ferroutage ou sur les transports fluviaux ? En faisant en sorte, demain, de favoriser des véhicules hybrides ou des véhicules électriques, en recherchant des énergies de substitution, en aidant à la création de biocarburants qui sont moins polluants et qui sont renouvelables et non polluants et qui offrent des débouchés au monde agricole pour un certain nombre de productions qui n'en ont pas, en choisissant le photovoltaïque, le solaire, les récepteurs solaires et les capteurs photovoltaïques, en acceptant de rechercher les énergies renouvelables qui existent, qui... écoutez moi bien... vont être quoi qu'il arrive un immense objet de recherche et de progrès industriel, pour l'instant sur les énergies renouvelables, la France est en retard plutôt qu'elle n'est en avance.

Il faut qu'elle devienne en avance si nous voulons être aussi fort dans les énergies renouvelables que nous l'avons été sur le nucléaire, cela nous a donné un grand avantage. Il est nécessaire que nous jouions cet avantage dans d'autres sources d'énergie que celles que nous avons eues jusqu'à maintenant.

Voilà une politique sérieuse, une politique novatrice, non pas pour revenir en arrière comme un certain nombre de gens le disent, mais pour avoir au contraire, dans la société française, un projet qui sera plus économe, plus sobre, qui nous obligera à être plus proches les uns des autres, à être plus solidaires les uns avec les autres et qui donnera à la France un avantage sur les pays qui nous entourent.

Voilà ce que nous devons faire pour lutter contre le réchauffement de la planète et c'est aussi ce message de la France à l'international, c'est vrai aussi sur la paix et sur la guerre.

Je ne veux pas assombrir cette soirée que je trouve très chaleureuse et très amicale, mais je veux vous dire ceci : je considère qu'il y a de lourds nuages noirs sur l'horizon, il y a de lourds nuages noirs au Proche-Orient et au Moyen-Orient, il y a de lourds nuages noirs dans les intégrismes, il y a de lourds nuages noirs dans la violence qui se déchaîne dans une partie de l'humanité.

En déclenchant la guerre en Irak, l'administration Bush a fait sortir des démons qui étaient enfermés depuis longtemps. Il faut tout faire pour que les démons rentrent là où ils étaient, et cela ne sera pas facile. On a besoin, pour tous les problèmes de la paix et de la guerre, pour tous les problèmes de la pauvreté et de la richesse, d'un monde mieux organisé. Je dis de la pauvreté et de la richesse car, pour moi, la pauvreté est une menace, pas seulement pour les pauvres, comme les égoïstes le croient. La pauvreté est une menace pour les pauvres et elle est une menace pour les riches. Tant que les riches ne se rendront pas compte que la pauvreté est une menace aussi grande pour eux que pour les pauvres qu'ils abandonneraient volontiers, ils ne comprendront rien à l'avenir qui est en train de s'écrire.

Par exemple, en matière d'immigration, je vais vous dire le fond de ce que je pense, je sais qu'il faut des contrôles et des régulations, je ne suis pas naïf, mais ma certitude intérieure est qu'en matière d'immigration, je ne crois pas aux murailles, je ne crois pas aux forteresses, ni aux miradors, ni aux mitraillettes, ni aux barbelés, je ne crois pas aux chiens policiers ni aux charters. Je ne crois à rien de tout cela.

Je crois que, tant qu'il y aura des pauvres, si pauvres qu'ils ne peuvent pas regarder les yeux de leurs enfants sans avoir la certitude que ces enfants ne pourront pas vivre, ils s'en iront et partiront chez les riches, ils partiront à pied, ils partiront à cheval, en voiture, en bateau, en radeau, ils partiront à la nage, mais entre la certitude de mourir et la chance de vivre, ils choisiront toujours la chance de vivre.

Depuis que le monde est monde, depuis que l'humanité est humanité, quand il y a des très pauvres à quelques kilomètres de très riches, les très pauvres s'en vont chez les très riches et nous avons vingt des dix pays les plus pauvres de la planète à quelques centaines de kilomètres de dix pays parmi les plus riches de la planète.

Ceci doit nous donner une certitude et une obsession : la seule politique anti-immigration qui tienne est la politique de développement des pays pauvres et particulièrement du continent africain.

Et cette politique-là, ce n'est pas une politique d'injure des immigrés, c'est une politique de compréhension de l'histoire. C'est une politique qui dit : la France doit être à la tête de ce combat, mais la France ne peut pas être seule car nous n'avons pas, seuls, les moyens de cet immense développement.

Nous devons attirer l'attention de l'humanité sur les règles nécessaires qui consistent non pas à faire du libre-échange perpétuel notamment en matière agricole, mais à protéger les paysans et notamment les paysans africains que l'on arrache à leur terre pour les jeter dans les bidons-villes. Il faut que nous changions les règles du commerce international et que nous fassions entendre une voix raisonnable et morale dans le commerce international.

Il faut que nous donnions à l'Afrique, à la pauvre Afrique, la chance que nous avons eue nous, Europe, après la guerre. On nous a donné les moyens du développement et on a accepté l'idée qu'il fallait que nous ayons une préférence communautaire pour que ce soient les paysans européens qui nourrissent l'Europe et les usines européennes qui équipent l'Europe.

Il faut faire la même chose pour l'Afrique. Il faut permettre aux paysans africains de nourrir le continent africain et aux ouvriers africains d'équiper le continent africain, au lieu de les piller pour leur envoyer des objets achevés et manufacturés ailleurs dans le monde, d'ailleurs généralement pas chez nous. Je ferme la parenthèse sur ce sujet, mais vous voyez où je veux en venir.

Si nous voulons conduire cela, nous, France, nous ne pouvons pas le faire tout seul et c'est pourquoi la dernière idée que je défendrai devant vous est qu'il faut, si nous voulons cette politique de développement avec les moyens nécessaires, si nous voulons une défense qui tienne la route et dont nous ne devons pas, tout seuls, assumer la lourde charge financière, il faut partager la charge financière d'une défense, si nous voulons qu'une diplomatie pèse sur les affaires du Moyen-Orient ou sur la Russie ou sur la Chine pour dire à la Chine : "Excusez-nous, vous ne pouvez pas continuer à avoir une monnaie sous-évaluée comme celle que vous avez, il faut tout de même que nous en discutons." Si nous voulons tout cela, il faut que l'Europe existe et se tienne debout.

C'est pour cela, avec une grande idée de la France, avec une grande idée de la souveraineté française, que je me fixe un objectif : je veux réconcilier les Français avec

l'Europe et je veux réconcilier l'Europe avec la France.

Je veux que l'on sorte par le haut de cette crise. Je sais très bien pourquoi les Français ont voté « non ». Je me suis battu pour le « oui », mais, depuis la première minute, j'avais la certitude que le non l'emporterait, je savais pourquoi et je veux le dire simplement devant vous.

Il était fatal que le « non » l'emporte parce que le texte était si compliqué, qu'il était incompréhensible, il était si lourd, il était illisible pour quelque citoyen que ce soit, même les docteurs en droit, même ceux qui ont voulu vous faire croire qu'ils l'avaient lu, il était illisible et trop long pour eux et, comme les Français qui sont des citoyens avertis ont trouvé ce texte illisible, ils ont eu la crainte que sous ce texte incompréhensible il y eût un loup et ils ont dit : "On connaît le loup, c'est qu'ils veulent nous imposer un projet de société dont nous ne voulons pas."

Et voilà pourquoi, au nom de la crainte de ce projet de société, les Français ont apporté la réponse qu'ils ont apportée.

Voilà pourquoi je dis qu'il faut un texte court, clair, compréhensible par tout le monde, lisible par tout le monde, qui traite non pas des traités innombrables, mais de la seule question à laquelle ce texte devait répondre, c'est-à-dire : comment on donne aux citoyens de l'information et du pouvoir sur l'Union européenne dans laquelle va se décider une partie du destin de nos peuples.

C'est la seule question qui se pose.

On a besoin d'une Europe compréhensible et on a besoin de comprendre les décisions que l'Europe prend.

C'est le droit des citoyens de tous les pays européens que de voir ainsi l'Europe devenir quelque chose à quoi ils comprennent et pas quelque chose à quoi ils ne comprennent rien.

Voilà la mission que je me fixe et, je vous le dis, je le dis à tout le monde, à ceux qui ont voté « non » et à ceux qui ont voté « oui ».

Quand nous aurons un texte de cet ordre, court, clair, lisible et compréhensible, qui ne traite que d'un seul sujet, c'est-à-dire de la manière dont l'Europe peut devenir plus démocratique qu'elle ne l'est, ce jour-là, je soumettrai ce texte au référendum des Français et je m'engagerai devant les Français pour que la réconciliation avec l'Europe se fasse.

Je sais qu'il y a certains de mes concurrents qui ont annoncé que, qu'importe la réponse que les Français avaient apportée, ils feraient, eux, à la va-vite et le plus vite possible, adopter un texte par le parlement et que l'on n'en parlerai plus.

Je suis en désaccord avec cette vision parce que rien ne me paraît plus dangereux que de creuser encore un peu plus le fossé qui sépare le peuple français de l'Europe.

Le peuple français a examiné le texte, il a apporté une réponse. Pour sortir de cette crise, c'est à lui qu'il faut faire confiance et devant lui qu'il faut s'engager.

C'est désormais le contrat démocratique dont les citoyens français ont besoin.

Je crois et je sais que l'on peut défendre devant n'importe quelle assemblée, n'importe quel public, de jeunes, de moins jeunes, de moins jeunes encore citoyens français, l'idée que, désormais, si nous voulons que notre pays ait un destin, il faut que ce destin s'organise à l'intérieur d'une communauté ou d'une Union européenne digne de ce nom et qui respecte les identités et les différences notamment culturelles de nos peuples.

On peut le défendre devant n'importe qui.

Je ne vois pas qui peut prétendre que l'on peut s'occuper des affaires de la paix et de la guerre à la surface de la planète si nous n'avons pas cette organisation.

Je ne vois pas qui peut prétendre que l'on peut s'occuper de climat si l'Europe n'existe pas.

Je ne vois pas qui peut prétendre que l'on peut s'occuper d'immigration alors que l'on est dans la zone Schengen si l'Europe n'existe pas, que l'on peut s'occuper de développement de l'Afrique si l'Europe n'existe pas, que l'on peut s'occuper d'économie, nous qui avons une monnaie commune, si l'on n'est pas capable d'harmoniser par exemple les fiscalités entre nos différents États.

Je sais que l'on a besoin d'Europe vivante pour que la France soit forte, d'Europe forte pour que la France soit vivante.

Tel est le contrat que je proposerai et que je défendrai devant le peuple français et je sais que, ce contrat, les Français le soutiendront.

Voilà le projet qui est le nôtre. C'est un projet de renouvellement profond de la vie politique, j'allais dire de la foi politique dans notre pays pour que l'on recommence à dire les choses les yeux dans les yeux, que l'on n'ait plus, comme perpétuellement, des communicants qui écrivent des phrases et des petites phrases, non pas pour éclairer les Français, mais pour les détourner de voir les problèmes essentiels. Je veux que, désormais, la politique s'occupe des problèmes essentiels, ceux des jeunes, ceux des vieux, ceux des femmes, ceux des hommes, ceux des familles, ceux avec lesquels nous allons devoir vivre.

Il n'est aucune vérité qu'un peuple digne de ce nom ne soit capable de regarder en face.

Tous les soirs, dans ces assemblées si nombreuses qui viennent participer à la campagne électorale, je vérifie que l'on n'est pas obligé, pour avoir l'audience des citoyens, de faire des promesses que l'on ne tiendra pas, de faire siffler les adversaires, de faire des petites phrases, que l'on n'est pas obligé d'oublier de parler de l'essentiel.

On peut tirer un peuple vers le haut et on n'est pas obligé de le tirer vers le bas, et c'est même cela la démocratie.

Cela consiste à prendre un peuple pour responsable, pour adulte, cela consiste à élever son niveau de conscience et pas à le rabaisser.

Cela consiste à tout lui dire en prenant le temps de la pédagogie nécessaire.

Nous avons, aujourd'hui, la chance d'avoir une génération qui est prête à se passionner pour tout cela.

Comme les Français se sont passionnés pour le référendum sur l'Europe, à bon ou à mauvais escient, ils se passionnent aujourd'hui pour cette élection présidentielle et ils se passionnent pour le mouvement qui leur est proposé, pour que la France accepte de se reconstruire et, pour se reconstruire, de se rassembler.

Je vous remercie à Évreux, sur la terre de Pierre Mendès-France, d'avoir ainsi défendu cette identité nationale.

Merci à tous.